

15 - INFOLETTRE PNC-France Juin 2024

L'Edito du Président Bernard Accoyer : il n'est plus temps de tergiverser !

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il serait vain d'ignorer que les hésitations, puis les errements de la politique énergétique française, ont conduit à l'envolée des prix de l'électricité de plus de 50 % en dix ans, avant d'atteindre des sommets punitifs, sans rapport avec les coûts de production. L'ouverture du marché et le développement à marche forcée des énergies renouvelables intermittentes, imposé par la Commission européenne sous la pression de l'Allemagne, sont largement responsables de la situation actuelle, avec l'abandon sans précaution de puissances pilotes fossiles, qui contribuaient à la gestion marginale, mais indispensable, des pointes de consommation.

Les conséquences de ces choix français et européens, effectués au mépris de toute expertise scientifique et économique digne de ce nom, sont très lourdes, elles seront durables pour les ménages, pour l'industrie et pour l'ensemble de l'économie nationale. Le prix de l'électricité est désormais 2 à 3 fois plus élevé qu'aux USA ou en Asie, participant au décrochage européen, ressentit si douloureusement en France.

La France dispose d'un atout précieux et stratégique, sa filière nucléaire : pour se reconstruire, elle a besoin d'une ligne politique ambitieuse, fermement maintenue sur le long terme.

Nos errements énergétiques ont pour conséquence de fragiliser l'équilibre production / consommation, et ce jusqu'à la mise en service des nouveaux EPR2. Le développement prévu des EnR ne compensera pas la perte des centrales pilotes, fragilisera l'équilibre du réseau et, en imposant d'investir massivement dans les réseaux, induira fatalement une hausse insupportable des factures d'électricité où sont collectés les droits de péage. Sans compter les besoins de stockages et de flexibilités, indispensables, mais dont la faisabilité industrielle n'est toujours pas acquise.

Nous appelons les élus issus du choix démocratique des Français, à engager une politique rationnelle, active et continue, visant à restaurer la souveraineté de la France. Nous les invitons à se fonder sur des données objectives, sur le travail d'évaluation d'instances pluralistes incontestables telles que l'OPECST et les Académies scientifiques, pour porter au niveau d'excellence le principal vecteur énergétique des siècles à venir. Avec son industrie, son parc nucléaire rénové, nos futurs EPR2, nos réserves millénaires d'uranium utilisables par une quatrième génération surgénératrice, notre pays dispose encore de tous les atouts nécessaires. L'intérêt supérieur et l'avenir de la France sont en jeu. Ne tergiversons plus !



Et l'Europe dans tout cela ?

Faire front face aux diktats de la Commission



Il n'aura échappé à personne que l'Europe tient une place de plus en plus hégémonique sur le choix des politiques énergétiques des pays membres, en dépit du principe de subsidiarité qui laisse les états-membres libres de définir leur mix énergétique et du traité fondateur de l'Union, EURATOM, qui enjoint aux institutions européennes de soutenir le développement de l'énergie nucléaire civile. En favorisant outrageusement les EnRi, l'Europe déséquilibre le mix énergétique européen et pénalise le nucléaire.

Dès lors, l'action de PNC-France doit impérativement comporter des interventions auprès des instances européennes, soit directement, soit par l'intermédiaire des ministres français jouant un rôle au niveau européen. Vis-à-vis de la Commission, notre Président a adressé un courrier au début de cette année à la présidente **Ursula von der Leyen**, qui, après plusieurs relances, a chargé la directrice générale de l'énergie de nous répondre.

Celle-ci légitime les interventions de l'Union dans la définition des mix énergétiques et réaffirme l'obligation faite à la France d'atteindre en 2030, au moins 44% d'EnRi !

Bien sûr, PNC-France ne va pas baisser les bras !

PNC-France en actions.

- Lors de ses contacts avec les divers services ministériels ou administratifs, PNC-France a constaté qu'après 30 ans « d'apnée nucléaire », même les personnes les plus favorables au nucléaire poussent à une très forte augmentation des EnRi. Et l'Europe ne nous aide pas en programmant de 600 à 1000 GWe d'EnRi, dont les conséquences sur les réseaux électriques européens sont mal évaluées (voir [l'analyse PNC du projet énergétique européen à 2050](#)).

- **En marge de la Commission d'enquête sénatoriale sur les prix futurs de l'électricité, PNC-France a réalisé une étude prospective originale**

A la Commission d'enquête sénatoriale sur les évolutions du prix de l'électricité ([Commission d'enquête sur les prix de l'électricité en 2035-2050](#)), ni la ministre de l'Energie, ni la présidente de la CRE n'ont été en mesure de se prononcer sur les évolutions prévisibles du prix de l'électricité sur le moyen et long terme. C'est pourtant une préoccupation légitime qu'elles devraient prendre à bras le corps !

Ce constat a conduit PNC-France, avec les moyens qui lui sont propres, à esquisser une étude de sensibilité en fonction du mix électrique ([Réseaux-TURPE-nos factures en danger !](#)).

En partant des investissements sur 15 ans dans les réseaux tels qu'annoncés par RTE et ENEDIS pour connecter les sources de production géographiquement diffuses des EnRi, soit 200Mds€ environ, montant obtenu après avoir retiré 45Mds€ pour les frais de maintenance du réseau existant, rajouté 20Mds pour les sous-stations en mer et ajouté encore 30Mdse pour les interconnexions internationales exigées par l'Europe. Le plan de développement des EnRi tel que prévu par la PPE et la SFEC, entraînerait donc un investissement de près de 200Mds€ sur 15 ans, consacré uniquement aux réseaux. Or ces derniers sont directement financés par les consommateurs via le TURPE, un droit de péage sur les réseaux électriques, qui constitue déjà 30% des factures. Une projection des investissements annuels, avec un taux d'intérêt de 5% (chiffre validé par la CRE et RTE) et un amortissement sur 30 ans, conduirait à une **augmentation**

durable de 10 à 20€ du prix du MWh. A noter que dans cet impact ne sont pas pris en compte les coûts de construction des installations de production, leur renouvellement éventuel au bout de 15 à 25 ans, ni les externalités associées aux EnRi (back-ups, flexibilité, stockage, etc..).

Réduire ne serait-ce que de moitié les investissements dans les EnRi dégagerait plus de 120Mds€, soit le coût de construction d'une douzaine d'EPR2, qui, contrairement aux EnRi, seront pilotables et opérationnels pendant plus de 80 ans.

PNC-France demande donc que les futures SFEC et PPE puissent s'appuyer sur des études d'impact approfondies, **identifiant clairement les conséquences prévisibles de ces investissements sur toutes les composantes du prix de l'électricité, et que ses conclusions soient fournies aux consommateurs privés ou industriels.**



- **Post-ARENH 2026 : PNC-France prend date auprès de la CRE**

PNC-France a eu des échanges constructifs avec l'état-major de la CRE. De nouvelles rencontres sont programmées pour que l'organisation du marché post-ARENH ne reproduise pas les mêmes erreurs, causant les mêmes problèmes à EDF et globalement au système électrique.

• Rencontres aux sommets

PNC-France a rencontré les ministres de l'énergie, **Agnès Pannier-Runacher** puis **Roland Lescure**. Ce dernier se focalise prioritairement sur les dossiers industriels et soutient à la fois le nucléaire et les EnRi. PNC-France en a profité pour sensibiliser le ministre de l'Industrie et de l'Energie, aux dysfonctionnements européens dans le domaine de l'énergie.

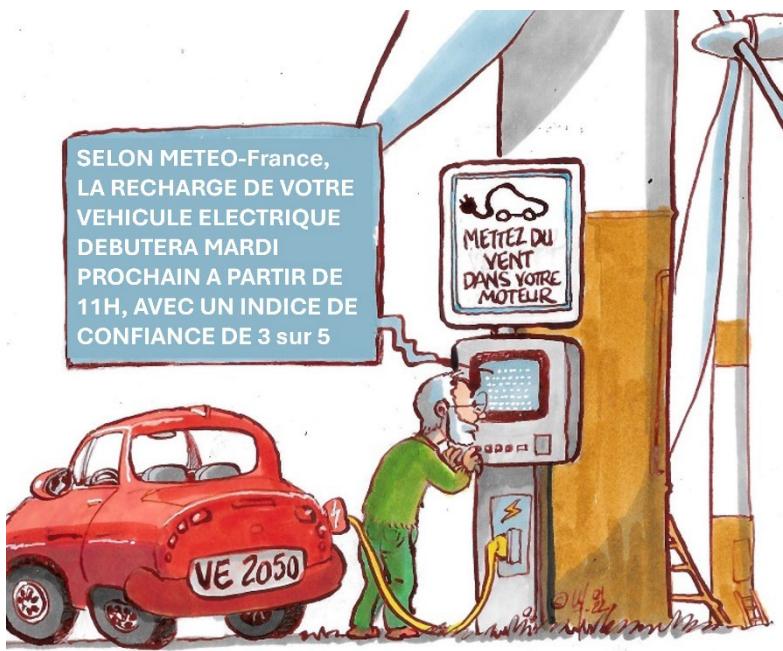
Des échanges positifs mais non concluants ont eu lieu avec le ministre du logement, Mr **Christophe Béchu**, sur la question de la prise en compte de l'énergie « primaire » dans le calcul du DPE (Diagnostic de Performance Energétique) des logements, pratique non fondée qui conduit à déclasser en « passoires thermiques » de nombreux logements chauffés à l'électricité.

Plusieurs rencontres avec RTE, ont permis d'établir des rapports constructifs entre PNC-France et **Thomas Veyrenc**, directeur général du pôle Finances, Achats et Risques de RTE.

• PNC-France contribue aux concertations et autres consultations

PNC-France a déposé en avril 2024 une contribution très étayée, avec de nombreuses recommandations, dans le cadre de la concertation sur le nouveau Schéma Décennal de Développement des Réseaux, après avoir contribué activement en octobre 2023 au Plan National Intégré Energie et Climat (**PNIEC**) et en janvier 2024 à la consultation sur la PPE et la Stratégie Française Energie et Climat (**SFEC**) en janvier 2024.

PNC-France a également contribué aux discussions sur le **PNGMDR** (Plan National de Gestion des Matières et des Déchets) avec en arrière-plan la gestion des déchets, la Génération IV et la sanctuarisation des stocks d'uranium appauvri et de retraitement.



PNC-France conteste les publicités mensongères des promoteurs d'EnRi.

Un courrier a été adressé au Directeur délégué à la transition écologique **de la DGCCRF** (Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) pour dénoncer les publicités mensongères des promoteurs d'EnRi qui s'appuient sur la faille du système de certificats de Garantie d'Origine (défini par la directive européenne sur les énergies renouvelables dite RED), qui permet de vendre de l'électricité carbonée allemande les nuits d'hiver sans vent, en affirmant sans vergogne que c'est de l'électricité solaire ou éolienne... produite 6 mois avant en plein été !



Les Webinaires de PNC-France

- **Le 6 juin 2024 nous avons reçu Nicolas Maes, Directeur Général d'Orano**, qui est brillamment intervenu pour évoquer des sujets d'actualité ayant trait au cycle du combustible, sujets souvent escamotés ou mal traités dans les médias. Le webinaire a été l'occasion d'aborder les principaux défis et opportunités auxquels devra faire face ORANO (jouvence des installations, préparation de l'avenir, etc..), la position d'ORANO dans le cadre du marché mondial de l'enrichissement des combustibles nucléaires (collaboration avec la Russie, perspectives d'autonomie du cycle du combustible à la française), les risques géostratégiques liés à l'approvisionnement en Uranium (les mines au Niger font l'actualité), et sa vision sur le recyclage du combustible et la préparation de l'avènement des réacteurs rapides de 4ème génération. Le webinaire est accessible ici : [Webinaire PNC avec Nicolas MAES - ORANO](#)



- **Le 23 avril 2024 nous avons reçu Monsieur Olivier Bard**, délégué général du GIFEN (Groupement des Industriels Français de l'Energie Nucléaire), dont la mission est de relever le défi immense de la reconstruction de la filière nucléaire française et européenne. Olivier Bard nous a fait part de ses analyses et de ses craintes et nous a convaincu que la filière nucléaire européenne sera au rendez-vous pour répondre aux projets nationaux et internationaux d'EDF. Le webinaire est accessible ici : [Webinaire PNC avec Olivier BARD - GIFEN](#)



- **Le 27 février 2024 nous avons accueilli Mr Hervé Machenaud**, ancien membre du Comité Exécutif d'EDF et responsable de la Branche Asie-Pacifique d'EDF, pour qu'il nous donne sa vision éclairée des nombreux défis qui se profilent à l'horizon : le rôle joué par la Chine dans le nucléaire mondial, le devenir du marché européen de l'électricité (qui a conduit à des tarifs de l'électricité peu compétitifs en Europe, trois fois supérieurs à ceux des USA), les défis industriels liés à la construction de nouvelles centrales nucléaires de faibles et grosses puissances, ou le rôle des énergies renouvelables intermittentes. Le webinaire est accessible ici : [Webinaire PNC avec Hervé Machenaud.](#)



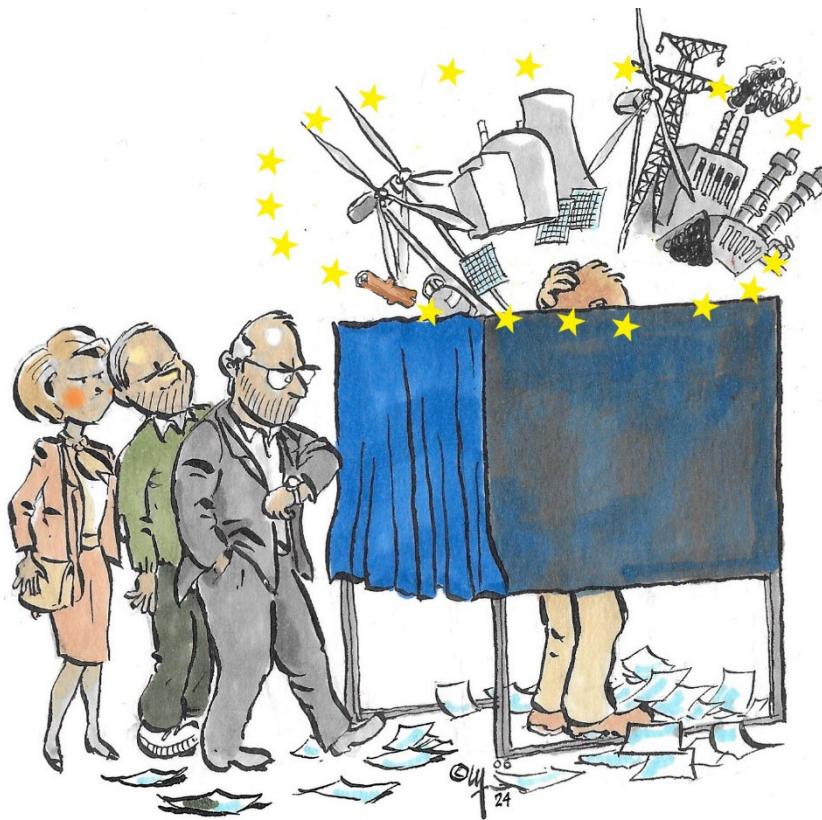
Le prochain webinaire aura lieu le jeudi 3 octobre 2024, avec comme invité Marc Fontecave, Professeur au Collège de France et membre de l'Académie des Sciences. Informations à venir.

PNC maintient la pression sur les politiques



Face aux errements de la politique énergétique du pays, PNC-France réagit en écrivant régulièrement aux décideurs politiques pour les informer, les alerter, et pour leur confirmer l'urgence des décisions à prendre, non seulement pour la préservation du climat mais également pour sauver notre modèle social.

Le 7 janvier 2024, PNC-France a écrit au Président de la République, en amont du Conseil de Politique Nucléaire, pour lui signifier que les Académies et tous les organismes scientifiques s'accordent pour promouvoir les réacteurs surgénérateurs de 4ème génération, dans une logique de développement durable – au sens onusien du terme-, pour faire face à la hausse inéluctable de la consommation électrique. Les Réacteurs à Neutrons rapides (RNR) vont consommer le stock d'uranium appauvri disponible sur le territoire national, ce qui permettra d'assurer la production française d'électricité pendant des millénaires ! Aucune autre source d'énergie piloteable, acceptable sur le plan environnemental, n'offre une telle perspective. **C'est pourquoi PNC-France exhorte le Président de la République à prendre sans délai la décision d'engager le développement d'un réacteur démonstrateur à neutrons rapides, dans une perspective de surgénération :** ([Lettre PNC au Président : en avant la GEN4, ça urge et c'est durable!](#))



Les positionnements des candidats aux européennes vis-à-vis des grands enjeux énergétiques

Certes les élections européennes sont derrière nous, mais l'initiative lancée par PNC-France pour tout savoir sur les projets des candidats dans le domaine de l'énergie est éclairante. Trois listes n'ont pas répondu, malgré de nombreuses relances : R. Glucksmann, V. Hayer et M. Maréchal. Dix thématiques avaient été retenues : traité Euratom, choix du mix, nucléaire-bashing européen, combien d'EPR2 ?, dysfonctionnements

du marché européen de l'électricité, quelle concurrence ? financement de la GEN4, des SMR

et des AMR ? interconnexions transfrontalières, réglementations environnementales face au reste du monde.

La liste **M. Toussaint** s'est bornée à nous adresser copie d'un communiqué où l'objectif d'abandon total du nucléaire et d'atteindre 100% de renouvelables en 2040 est réaffirmé.

La liste **M. Aubry** est en opposition totale avec nos positions et prône également l'abandon total du nucléaire.

La liste **L. Deffontaines** répond lapidairement « oui » à toutes nos questions, sauf à la dernière où elle exprime son désaccord avec nos analyses.

Les listes **J. Bardella** et **FX. Bellamy** sont globalement en accord avec nos positions.

Une rapide revue des publications des listes n'ayant pas répondu nous indique que la liste **M. Marechal** est très favorable à une Union européenne promouvant le nucléaire, tandis que les listes **R. Glucksmann** et **V. Hayer** souhaitent une position européenne équilibrée entre les EnR et le nucléaire. Réponses complètes disponibles [ICI](#)



Après la dissolution, les élections législatives !

PNC-France a jugé utile, dans le contexte électoral actuel, de se prononcer sur les axes essentiels de la future politique énergétique (voir l'éditorial du Président en tête de l'Infolettre). Une tribune a été rédigée en ce sens, sans se positionner par rapport aux programmes proposés, afin de respecter notre caractère trans-partisan. Ce texte permettra de nourrir le débat post-électoral, mais il est préférable d'intervenir avant les élections dans une optique de service général sur ce sujet technique qui pourrait permettre des accords transverses aux partis.

PNC-France reste vigilant face aux infox :

PNC-France veille depuis 2021 à ce que l'information consacrée au nucléaire soit la plus objective possible. Des progrès sont observables mais il reste des cas où malheureusement la subjectivité le dispute à la désinformation.

Bilan à mi-2024 de l'action « Veille MédiaTique »

De manière générale le nombre d'articles ou d'émissions sur lesquels nous intervenons est en baisse malgré une attitude toujours aussi vigilante de notre part. L'atmosphère générale, plus favorable au nucléaire, a entraîné la production d'articles mieux documentés et donc moins critiquables. Les médias ont désigné des spécialistes sur le domaine de l'énergie dont le niveau de compétence est en amélioration.



Néanmoins, certains médias comme **Le Monde** et **Libération** restent bloqués sur une ligne éditoriale dogmatique antinucléaire rendant vaine toute tentative de dialogue ; nous ne réagissons plus à l'égard de ces médias malgré la parution d'articles partiaux. En revanche, nous maintenons notre action envers certains journaux de la Presse Quotidienne Régionale comme **Ouest-France** et les **DNA** (Dernières Nouvelles d'Alsace), malgré leur ligne éditoriale antinucléaire, en espérant observer un infléchissement de leur position.

PNC-France a noué des contacts personnalisés avec les personnes responsables du thème « énergie » de certains journaux (**Le Figaro**, **Les Echos**, **Challenges**) ce qui est favorable et productif.

Au cours de la période, 13 articles ont attiré notre attention et nous avons réagi à 10 d'entre eux. Dans le cas de la revue Challenges, la rédaction a répondu et a publié notre critique dans la rubrique relative à la réaction des lecteurs. Nous avons aussi envoyé une lettre de félicitations à Ouest France à propos d'un article récent qui présentait l'évolution du nucléaire dans le monde de manière objective.



PNC-France dans les médias

Régulièrement PNC-France se fait connaître par des tribunes publiées dans des journaux de référence ([PNC-France Les passages médias](#))

Le 29 juin le Figaro a publié une tribune éclairante de Bernard Accoyer et François Goulard ([«Engageons une politique énergétique rationnelle pour rétablir la souveraineté de la France»](#) (lefigaro.fr)

Le 6 juin 2024 Bernard Accoyer et François Goulard ont signé une tribune au JDD pour analyser le programme énergétique de chaque tête de liste aux européennes ([Il y a une évolution de l'opinion en faveur du nucléaire](#))

Dans le Figaro le 7 février 2024, Bernard Accoyer considère que la flambée du prix de l'électricité est en grande partie due aux mauvais choix de nos gouvernements, à l'ouverture du marché de l'électricité, et à l'investissement insuffisant dans le nucléaire ([La France aurait pu éviter l'explosion du prix de l'électricité](#))

Adhésion : pensez à renouveler votre cotisation

<https://www.pnc-france.org/devenir-membre-pnc-france/>

